

PERSONNES DEPLACEES MAIS PAS DEPASSEES



Editorial

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), aussi connu sous le nom d'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés stipule dans sa politique sur l'engagement du HCR dans les situations de déplacement interne que *"Tous les déplacés internes doivent pouvoir être protégés des dangers, vivre en paix, apprendre, travailler et s'épanouir en tant que membres productifs des communautés où ils vivent, et trouver des solutions à plus long terme leur permettant de construire un avenir sûr."*

Adhérant entièrement à cette vision centrée sur la solidarité, la protection des droits et de la dignité humaine, DMJ estime pour sa part et pour appuyer les efforts à fournir tant par les gouvernements que par la société civile, les partenaires au développement, les collectivités territoriales décentralisées (CTD) y compris les communautés hôtes, que les personnes déplacées internes ne sont pas des personnes dépassées. Certes, elles ont souvent tout quitté : habitations, familles, investissements, propriétés, etc., pour se retrouver parfois sans abris, sans nourriture et sans éducation de leurs enfants ni soins de santé; mais elles ont un potentiel et des compétences qui peuvent être accueillies et valorisées dans leur nouvel environnement de vie.

Malheureusement, quelle attention leur accorde-t-on? Dans la plupart des cas, les personnes déplacées internes (PDI) sont condamnées à l'aide des parents et proches pour les plus chanceux où à des dons sporadiques des pouvoirs publics ou des âmes de bonne volonté. Pourtant, à mesure que les situations qui

ont provoqué leur déplacement perdurent, leurs conditions de vie deviennent très difficiles là où elles sont accueillies; peu d'accent ayant été mis sur les compositions socioculturelles et le relèvement économique, parfois par peur et ceci à tort, qu'elles s'installent définitivement dans la communauté d'accueil.

La stratégie nationale de développement (SND30) en son point 4.4 prévoit que dans la perspective de renforcer la fonction sociale de l'État et de promouvoir le bien-être des populations notamment les plus vulnérables, le Gouvernement entend consolider les acquis et élargir le champ de protection sociale au plus grand nombre, en intégrant progressivement l'ensemble des catégories sociales jusqu'ici en marge du système, à travers la réduction des inégalités sociales, les mesures de protection contre toutes les formes de vulnérabilité, la cohésion et l'inclusion sociales. Dans cette logique, nous ne pouvons plus trouver d'excuses ni de raisons pour ne pas intégrer les personnes déplacées internes dans les réflexions pour le développement local.

Dans son projet d'appui aux PDI en partenariat avec CDPJ Bafoussam, DMJ appelle à la mobilisation multi-acteurs pour que le champ d'intervention en faveur des personnes déplacées internes intègre des solutions durables pour ne pas faire de cette catégorie sociale des personnes dépassées. Il s'agit par exemple de valoriser leur potentiel économique et leurs compétences au niveau local dans les communautés d'accueil dans la mesure où leur employabilité ne pose pas souvent problème. A ce titre, les CTD doivent jouer un important rôle qui reste à explorer.

Emploi des jeunes au niveau Communal

L'accès à l'emploi est un réel défi pour les jeunes qui, la plus part du temps, fondent tous leurs espoirs sur la fonction publique. L'Etat ne pouvant pas employer tous les citoyens, il est important de mettre sur pieds des mécanismes permettant de créer des emplois ou amener les jeunes à créer eux-mêmes leurs propres emplois. Ceci doit passer par des réflexions devant aboutir à des stratégies innovantes.

Le Projet de Renforcement de l'Encadrement Citoyen à l'Insertion Socio Économique par la Prévention des Violences et la Cohésion Sociale (Precise-Previcos) est inscrit dans cette voie. A travers ce projet, DMJ accompagne 135 associations de jeunes dont 15 dans chacune des neuf Communes d'intervention de l'Adamaoua (Tibati, Ngaoundal, Meiganga, Ngaoundéré 1, 2 et 3) et de l'Extrême Nord (Mokolo, Maroua-3 et Mora). L'accompagnement consiste en un appui à la structuration qui est un enjeu capital pour la crédibilité et la pérennisation de ces organisations, le plus souvent créées sans vision ni action fédératrice des personnes qui en font partie.

Pour ce faire, DMJ amène certaines au niveau organisationnel à se doter des structures, des processus, des plans d'action et des ressources humaines leur permettant, sur la base du volontariat, de fonctionner efficacement, dans leur domaine d'intervention. Cette stratégie est complétée par la recherche-action et des discussions politiques multi-acteurs au niveau décentralisé, afin de dessiner les pistes endogènes pour renverser la situation du chômage des jeunes.

Dans cette mouvance, une série de concertations et de consultations a été initiée avec les acteurs publics, privés, civils, militaires et communaux, à l'effet de préparer et valider un document cadre portant proposition de plan pour l'emploi des jeunes au niveau communal.

L'objectif principal de cette démarche était de disposer d'un



support de plaidoyer permettant d'influencer favorablement les décideurs communaux à mettre en place un plan pour l'emploi des jeunes dans les Communes de Mora et Mokolo. En outre, la démarche visait à faire comprendre la vision, la mission et les actions des différentes communes cibles en matière d'emplois jeunes à travers le Bureau Emploi Municipal (BEM). Les discussions ont permis de procéder à une analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces liées au Bureau Emploi Municipal, pour enfin suggérer des orientations claires et réalistes à ces communes en matière d'emploi des jeunes.

A ce titre, la Coordination DMJ de l'Extrême Nord a mobilisé pour la circonstance des acteurs clés pouvant favoriser l'atteinte des résultats attendus, parmi lesquelles la mise en place d'un plan local pour l'emploi des jeunes. Étaient fortement concernés : le Bureau Emploi Municipal, le Fond National de l'emploi, le Centre Multifonctionnel pour l'Emploi des Jeunes, les entreprises publiques locales, les entreprises privées locales et les sectoriels au niveau communal, les OSC travaillant avec les populations déplacées internes.

Les Communes de Ngaoundal et Tibati dans l'Adamaoua seront les prochaines cibles avant la fin de l'année en cours.

Etat de la gouvernance associative en milieu jeune

A mi-parcours du projet Precise-Previcos, il était nécessaire d'activer le mécanisme de suivi et évaluation du chemin parcouru afin de s'assurer que les associations accompagnées mettent en application les compétences et les capacités acquises en vue de la maîtrise de la vie associative en leur sein et de renforcer leur viabilité.

Trois équipes de deux personnes chacune ont effectué à cet effet une mission de proximité auprès de chacune des 45 associations suivies dans l'Extrême Nord, dans le but de recueillir leur opinion et collecter des données permettant d'avoir des indicateurs et des évidences pour apprécier l'incidence du projet en termes d'effets et impacts sur le mode de fonctionnement actuel des associations.

Pendant une quinzaine de jours, les associations des trois Communes cibles

du projet à savoir 15 à Maroua III, 15 à Mora et 15 à Mokolo, ont été soumises à un questionnaire et des entretiens axés sur l'appréciation de la mesure dans laquelle ces associations ont amélioré leurs pratiques de travail et de gestion associative, de comprendre leurs limites et leurs faiblesses, à l'effet de voir dans quelle mesure les appuyer à surmonter les difficultés et faiblesses, relativement à leur gouvernance interne et les rapports avec leur environnement.

Donnant son point de vue sur la gouvernance des associations, Robert Lowoug, Délégué départemental de la jeunesse et éducation civique du Diamaré, déclarait que "la fragilité de nombreuses associations du département du Diamaré tient souvent à la faiblesse du projet qui les fonde et autour duquel elles gravitent. Dépourvues parfois

d'une perspective vraiment mobilisatrice à moyen ou long terme, elles vivent la fin d'un certain idéal, privées peu à peu de l'énergie fédératrice qui assurerait la cohésion entre leurs membres."

Au cours de cette mission, l'Association des Handicapés a interpellé DMJ sur la nécessité d'initier un plaidoyer auprès des institutions publiques afin que celles-ci revoient les conditions des personnes vivant avec un handicap dans l'arrondissement de Maroua III.



Mark reçoit des marques

Le passage dans le Groupement Bamendjing où est implanté le Bureau Ouest de DMJ, Mark Hann, Coordonnateur Cameroun du Programme Inclusif de Leadership des Jeunes (PIL) pour le compte de Human Security Collective (HSC), composante du Projet Freedom of Religion and Belief (FoRB), a reçu des distinctions honorifiques et des armoiries symboles de la culture des grassfields. Le 4 juin 2022, Mark Hann a été fait Grand Prince Bamendjing (Mon Fong Kouwe) par Sa Majesté Pekeko Feko Isaac, Roi de Bamendjing. Un acte de reconnaissance lui a été délivré pour servir et valoir ce que de droit. Désormais, Mark fait partie de la cour



royale et peut y entrer à tout moment sans protocole particulier. Il peut aussi

servir d'émissaire pour le Roi. Approché par Transfert pour mieux comprendre la symbolique de cet acte, Sa Majesté Pekeko a laissé entendre que le titre de Grand Prince est un attribut anoblissant, une qualité qui symbolise la figure du formateur que Mark représente au regard de ce qu'il effectue comme travail de transformation des jeunes dans la Région de l'Extrême Nord. "En partant de Maroua pour Bamendjing, il a ainsi relié le Grand Nord au Grand Sud du Cameroun; ce qui est une indication qu'il soutient notre travail pour l'unité nationale et la cohésion sociale, un travail que les Chefs que nous sommes effectuons au quotidien", a conclu sa Majesté.

Témoignage

Nos yeux sont ouverts sur les opportunités locales

Les transformations socio culturelles qui s'opèrent à petite échelle ne sont pas à négliger. Elles sont la source première des changements de mentalité du plus grand nombre. Les relations sociales dans lesquelles nous sommes engagées engendrent forcément des mutations qui peuvent déboucher sur des changements au niveau de l'organisation sociale. Karimou Abdou, un jeune de la Commune de Tibati, nous dit comment sa rencontre avec DMJ a bousculé ses idées, l'amenant à reconsidérer l'organisation sociale de son village.

Je m'appelle Abdou Karimou je suis natif de Tibati. J'ai rencontré Dynamique Mondiale des Jeunes en 2018 lorsque j'avais été envoyé par Sa Majesté le Lamido Hamassambo pour le représenter dans l'atelier sur l'insertion socio économique des jeunes organisé par DMJ.

Cet atelier m'a éveillé l'esprit et m'a emmené à ouvrir les yeux sur les opportunités locales que notre village

pouvait avoir et que nous ne voyons pas, nous intéressant plus aux concours et autres recrutements dans la fonction publique et dans l'armée.

Après cet atelier, j'ai passé plusieurs jours sans dormir, mais à réfléchir sur tout ce que j'avais entendu là bas. C'est alors que j'ai aussitôt mobilisé mes jeunes frères pour les conscientiser sur les opportunités locales et les bienfaits d'être en association. Nous avons alors créé une association dénommée AJISED : **Association des Jeunes pour l'Insertion Socio Economique du Djerem.**

Nous avons cheminé pendant une année, et ensuite nous avons légalisé notre association. Comme pendant l'atelier avec DMJ en 2018 j'avais entendu parler pour la première fois du Centre AFOP (Appui à la Formation Professionnelle Agro Pastorale) que je ne connaissais pas et pourtant c'est un centre situé dans notre localité, qui offre une formation de qualité en agro pastoral et qui finance à auteur d'un million de francs les projets des apprenants, je me suis dit : "pourquoi ne pas aller voir les responsables de ce Centre?" Pour moi c'était une occasion en or qui s'était présentée devant moi.

Au sein de l'association que nous avons



Karimou de Tibati

créée, nous avons sensibilisé, convaincu et conscientisé, puis sélectionné 05 de nos membres, qui sont allés se former à AFOP, et 04 autres qui sont allés au CMPJ (Centre Multifonctionnel de Promotion des Jeunes) pour une formation en santé (infirmier) pendant que d'autres membres sont allés dans les secteurs comme la mécanique de fabrication, le froid et climatisation, la couture moderne.

Grâce à DMJ nos yeux se sont ouverts sur la formation et sur les opportunités qui existent sur place dans la localité et comment les saisir. Si DMJ n'était pas dans notre localité, nous ne devrions même pas être au courant de toutes ces opportunités. J'exhorte aussi d'autres organisations à faire ainsi.



Témoignage

Un nom évocateur et motivateur

J'ai fait la rencontre de DMJ au sein de la chorale Fils Bien aimé à travers son Secrétaire Exécutif, qui a un œil savant pour détecter le potentiel de chaque personne. Me trouvant des qualités particulières, il m'a proposé de travailler ensemble. Près d'un mois après j'ai commencé à bénéficier des formations diverses. Je me souviens encore de la première fois où j'ai eu à représenter la Présidente de DMJ à la Journée Mondiale de la Femme Africaine à Douala, pendant trois jours. A cet atelier, j'ai fait de nombreuses rencontres, entre responsables d'Organisations de la Société Civile et des partenaires nationaux et internationaux. Je me sentais très chanceuse de bénéficier d'une pareille opportunité. Et de pareilles opportunités se sont multipliées, me faisant gagner simultanément des compétences et des aptitudes à faire un travail de qualité.

Il est difficile de faire la liste exhaustive des compétences acquises à DMJ, mais on peut dans cette liste parler des

capacités de rédaction, qui jusqu'à ce jour font de moi une personne très sollicitée pour le rapportage des activités, avec pour particularité que je livre le rapport très souvent directement au terme de l'activité. La simple évocation du nom Dynamique Mondiale des Jeunes motive. Il exerce un grand impact car ce nom donne à rêver de partir jusqu'au bout de la terre par ses compétences.

Le travail fait avec DMJ m'a permis de découvrir le Cameroun, à travers les voyages de travail régulièrement faits, que ce soit à l'Ouest, à l'Est, au Sud, dans le Centre, le Littoral, tout ceci lors de la mise en œuvre des projets comme CAID (Connaissance et Appropriation des Institutions Démocratiques), et des activités de sensibilisation sur l'importance de la participation des jeunes dans la gouvernance locale et la gestion des affaires publiques locales.

En six ans de travail avec DMJ (2008-2014) j'ai participé à beaucoup d'initiatives d'envergure nationale, l'aide

à la mise sur pied du tout premier bureau du Conseil National de la jeunesse où j'ai été Secrétaire dans l'arrondissement de Yaoundé 6. Beaucoup à dire au sujet de cette longue collaboration avec DMJ. Les mots ne sauraient suffire pour tout exprimer.



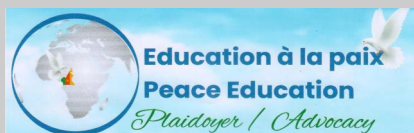
Tetang Leauteys Epse Kemta

L'EDUCATION A LA PAIX C'EST MAINTENANT

Les jeunes deviennent-ils de plus en plus violents ? Que fait-on dans la société : en famille à l'école, dans les communautés de foi, pour que les enfants ne recourent pas prioritairement à la violence lorsqu'ils sont face à un problème dans leur vie ? Quels instruments faut-il utiliser pour l'éducation à la paix dans notre contexte ? Comme DMJ, participez avec le Service Civil pour la Paix (SCP) sous le leadership du DNE/EEC, au plaidoyer pour l'éducation à la paix en milieu jeune.

A travers CACIQUE (Campagne Citoyenne Contre les Querelles Ethno Tribales, le discours de haine, la consommation des stupéfiants et des

drogues par les jeunes), nous sensibilisons les jeunes à l'acceptation mutuelle de la différence, l'utilisation responsable et efficace des réseaux sociaux. C'est notre contribution à la mise en œuvre au plan national de la Résolution 2250 du Conseil de Sécurité (Jeunesse, paix et sécurité) adoptée en 2015, qui reconnaît la contribution positive de la jeunesse aux efforts de maintien et de promotion de la paix et de la sécurité pour prévenir les conditions conduisant à la radicalisation et à l'extrémisme violent.



MERCI A NOS PARTENAIRES



GLOBAL GREENGRANTS FUND
Where change takes root



zfd Ziviler Friedensdienst
Wir scheuen keine Konflikte.



Nos contacts

C24 individuel, SIC Mendong (Ydé)
BP : 31 564 Yaoundé – Cameroun
Tél. : (237) 242 04 51 64 / 680 754
005 (w) Mail : dmj@dmjcm.org

Site web & réseaux sociaux

Web : www.dmjcm.org
Facebook : www.facebook.com/dynamiquemondialesdesjeunes
Twitter : www.twitter.com/DMJ_WDYP
Youtube : youtube.com/channel/UCyWKNw8Dua9OaTHKOue0kw

Directrice de Publication

Caroline Claire Yankep

Conseil Editorial

Dupleix F. Kuenzob
Abbé Gilbert Tuekam
Alice N. Tchoumkeu
Claudia Kaiser

Rédacteur en Chef

Michel Fokou

Secrétaire de Rédaction

Stéphanie Pettang

Relations Publiques

Jacqueline Saapong Mouna
Igor Tchouateu

Collaboration

Alliance Fidèle Abelegue
Thierry Fegue
Elise Virginie Mvemie
Hannah Djougoudoum
Félix Kouanou
Arnaud Junior Tonga
René Eric Etoga Fouda
Elvis Tetang
Emmanuel Lawane
Tissia Firida
Francis Danzabe
Martin Djekome
Cisse Djibril
Yasmine Soumaïyata
Ngochi Emmenrencia
Diderot Toka
Ferdinand Fendju